



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PENA ENVIRONNEMENT

26 chemin de la Poudrière
BP 80011
33700 Mérignac

Références : 26-021
Code AIOT : 0005201183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement PENA ENVIRONNEMENT implanté 4773, Avenue de Pierroton 33127 Saint-Jean-d'Illac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

/

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PENA ENVIRONNEMENT
- 4773, Avenue de Pierroton 33127 Saint-Jean-d'Illac

- Code AIOT : 0005201183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PENA ENVIRONNEMENT exploite à Saint-Jean-d'Illac une installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux et de déchets dangereux, ainsi qu'une installation de compostage de déchets organiques.

Suites à de nombreux écarts réglementaires constatés par l'inspection des installations classées, l'exploitant fait l'objet d'une part de plusieurs arrêtés préfectoraux de mise en demeure (30/01/2020, 25/06/2021, 01/03/2022, 11/04/2023, 18/09/2023), dont plusieurs points restaient non soldés à la date de l'inspection, notamment en ce qui concerne les rejets atmosphériques des installations, et d'autre part d'un arrêté préfectoral d'astreinte journalière progressive daté du 18/09/2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

/

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fréquences d'analyse des rejets aqueux	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 10.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	3 mois
2	Rejet des eaux résiduaires	AP de Mise en Demeure du 11/04/2023, article 1, point 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mesures d'urgence	2 mois
3	Composés organiques volatils (COV)	AP de Mise en Demeure du 25/06/2021, article 1, points 2 et 3	Avec suites, Astreinte	Mesures d'urgence	1 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	calcul des émissions de COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la date de l'inspection, les activités de compostage de boues et de SPAN avaient cessé. Il est néanmoins observé qu'une activité de compostage de déchets verts subsiste sur site avec réinjection des eaux de lagunage sans que l'inspection en ait été informée au préalable.

Par ailleurs, suite à échange avec l'exploitant sur le bilan hydrique de la lagune censée retenir les effluents pollués et non pollués du site PENA ENVIRONNEMENT, il est indiqué à l'inspection que ce bassin est fuyard alors que tout rejet au milieu naturel avait été interdit du fait de l'inefficacité du système de traitement interne.

Enfin, le bilan de COV remis fait apparaître des émanations de substances dangereuses par deux bassins de retentions (amont lagune) constitutifs de la STEP (hexane et dichlorométhane majoritairement) en des proportions préoccupantes, ainsi qu'au niveau des tas de déchets verts. Outre l'absence de recherche de l'origine de ces substances présentée à l'inspection ; la réinjection de ces eaux dans les composts présents sur site et commercialisés interroge. Il en va de même concernant l'origine des déchets verts. A ce stade il convient de :

- stopper toute vente du compost et de réaliser des analyses complémentaires sur ce dernier ;
- réaliser un bilan quant à l'origine des déchets verts et renforcer le cas échéant la procédure d'acceptation préalable ;
- renforcer la surveillance du milieu naturel concernant les substances dangereuses mises en évidence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquences d'analyse des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2022, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences d'analyse

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2026

Prescription contrôlée :**Article 10.1 - Interdiction temporaire des rejets liquides au milieu naturel :**

Durant toute la période de remise en conformité de la station d'épuration, qui correspond à la mise en œuvre des solutions retenues par l'exploitant sur la base des études technico-économiques STEP et RSDE [...], tout rejet d'effluent liquide au milieu naturel (point de rejet n°3 mentionné plus haut) est interdit. Pendant cette période, la surveillance de la qualité des effluents des points de rejet n°2 et n°3 s'applique conformément aux prescriptions du présent arrêté, à l'exception des articles 9.13 et 9.14. La reprise des rejets d'effluents liquides au milieu naturel, par le point de rejet n°3, est conditionnée au respect des valeurs limites d'émission des effluents au niveau des points de rejet n°1 et n°2, au moins deux mois consécutifs. Pendant toute la durée de cette période transitoire, la réinjection des eaux de la lagune dans les procédés du site est autorisée. L'exploitant met en œuvre la mesure des débits réinjectés sur le site, et fournit à l'inspection des installations classées, au moins trimestriellement, un bilan du suivi :

- des volumes d'eau entrant dans la lagune ;
- des volumes d'eau pompés dans la lagune et réinjectés sur le site ;
- des volumes d'eau pompés et évacués vers l'extérieur. Le renvoi des eaux vers le site est définitivement stoppé lors de la reprise des rejets d'effluents liquides vers le milieu naturel. [...]

Constats :

A titre contextuel, l'intégralité des eaux pluviales ruisselantes sur site est récupérée dans une lagune de 20000 m³. Certaines eaux passent en amont par un traitement préalable (clarificateur avec injection de chlorure de ferrique) avant passage par cette dernière. Suite à l'arrêt de cette station jugée sous dimensionnée par l'inspection du fait des non conformités récurrentes en matière de rejets aqueux au milieu naturel (craste de Laperge), l'exploitant avait pris le parti d'obturer la lagune et de mettre en place une rupture de charge pour traitement des effluents en station d'épuration externe.

Ainsi le présent point de contrôle rend compte du bilan hydrique des eaux récupérées dans la lagune pour 2025. L'objectif étant de justifier que l'ensemble des quantités produites ait fait l'objet d'un traitement dans la filière déchet adéquate.

Durant la visite d'inspection, l'exploitant indique ne pas avoir réalisé de rejets vers le milieu naturel en 2025. Les effluents aqueux sont traités en filière déchet par la société PAPREC chargée de réaliser les enlèvements.

Les éléments suivants sont présentés, pour la période de janvier à octobre, lors de l'inspection :

- les bons d'enlèvements de la société PAPREC pour les mois de janvier à mai 2025. Sur cette période une quantité de 3060 m³ a été évacuée en filière de traitement de déchet (183 600 €) ;
- Une partie des quantités d'eaux dans la lagune a par ailleurs été prélevée afin d'arroser les andains de déchets verts du site. Le volume concerné est de 5917 m³ ;
- La pluviométrie estimée est de 0,759 mm sur la zone pour la période de janvier à octobre, correspondant à un volume d'eau pluviale ruisselante égal à 9108 m³.

Pour la période de janvier à octobre, la somme des volumes d'eaux évacués par PAPREC et de ceux déclarés dans le bilan hydrique comme ayant été consommés pour l'arrosage des andains reste cohérente avec les hauteurs d'eaux pluviales sur la période considérée. **A noter toutefois que les quantités d'eaux issues de la lagune ne sont pas justifiées par l'exploitant** (cf. suite du présent constat).

Les éléments relatifs à la période des mois de novembre et décembre sont toutefois manquants et l'exploitant a transmis par mail du 12/01/2026 un bon d'enlèvement de 240 m³ d'eaux pour le mois de décembre (le mois précédent n'ayant fait l'objet d'aucun enlèvement). Les données météorologiques sur la commune de Mérignac montrent une pluviométrie de 120,7 et 62,3 mm ces deux mois. Au vu de la surface ruisselante estimée à 12000 m² cela correspondrait à un volume de 2196 m³ et l'évacuation de 240 m³ d'effluents semble donc largement insuffisante. Par téléphone en date du 13/01/2026, le Directeur d'exploitation, nouvellement en poste, indique à l'inspection ne pas réaliser systématiquement le bilan hydrique de la lagune afin d'expliquer l'absence d'indicateur lui permettant de se rendre compte de la problématique. Avec les fortes précipitations de fin d'année, il est toutefois admis un constat d'étonnement face à l'absence de débordement de la lagune, ainsi que la suspicion de perte d'intégrité d'étanchéité de cette dernière.

Il est également noté par l'inspection que l'utilisation des eaux de lagune pour une activité de compostage de déchets verts n'avait pas officiellement été signalée à l'inspection. Cette dernière avait effectivement été informée qu'un projet était à l'étude sans toutefois notifier le début de l'activité. Étant donné l'ancienne activité (compostage de SPAN et de boues), cette modification revêtait en apparence un enjeu moindre. **Ce sujet est traité dans l'une des fiches de constats suivantes du présent rapport.**

Considérant la non-conformité constatée et au vu de la gravité de la situation présentée par l'exploitant en date du 13/01/2026, il est proposé à la signature de M. le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure avec mesures d'urgence imposant à l'exploitant les mesures suivantes :

1. le pompage et le curage de l'intégralité des effluents des trois bassins de décantation,

<p>envoyés pour traitement en filière autorisée avec présentation des bordereaux de suivi de déchets, ainsi que la condamnation du point d'entrée de la STEP ;</p> <ol style="list-style-type: none"> la recherche des causes de la perte d'étanchéité ; la réfection complète de l'étanchéité des bassins fuyards susceptibles de contenir des effluents pollués, ou la mise en place de toute autre système de gestion et de traitement des effluents aqueux, et autorisation préalable de l'inspection ; la réalisation d'un nouveau bilan hydrique afin de vérifier que les trois bassins ne présentent plus de fuites et qu'il n'y a plus de rejets au milieu naturel ; la réalisation d'une surveillance du milieu naturel (craste de Laperge, lac de PENA ENVIRONNEMENT, nappe souterraine).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place de manière immédiate l'ensemble des actions de nature à répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure avec mesures d'urgences. Les délais associés sont précisés dans cette dernière.</p> <p>Il tient régulièrement informée l'inspection de l'avancée des actions correctives mises en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Rejet des eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/04/2023, article 1, point 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction temporaire de rejet</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/07/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PENA ENVIRONNEMENT [...] est mise en demeure de respecter les dispositions des articles [...], 10.1 et [...] de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2022 :</p> <p>- sous un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> en installant les dispositifs de mesure des débits mentionnés à son arrêté préfectoral complémentaire, et en transmettant, sous un délai de 3 mois, un premier bilan trimestriel de ces débits. <p>+ Article 10.1 - Interdiction temporaire des rejets liquides au milieu naturel</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant doit mettre en place un dispositif totalisateur en sortie de lagune avant rejet dans la craste de Laperge. Ce point est inclus dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences mentionné dans les autres points de contrôle du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un dispositif totalisateur en sortie de lagune avant remise en eau de cette dernière suite aux opérations d'étanchéité à effectuer au préalable (cf. fiche de constats précédente).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Composés organiques volatils (COV)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/06/2021, article 1, points 2 et 3

Thème(s) : Risques chroniques, Composés organiques volatils

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 13/01/2026

Prescription contrôlée :

La société PENA ENVIRONNEMENT [...] est mise en demeure de respecter :

- sous un délai de quatre mois, les dispositions [...] des articles [...] 3.1.6.1, 3.1.6.2, [...] de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2008 d'autorisation :

[...]

- l'exploitant réalise le bilan d'émissions de référence de COV ;

- l'exploitant transmet le bilan des émissions de COV pour l'année 2020 ;

+ Article 3.1.6.2 :

" En vue de réduire les rejets en C.O.V. des installations, une étude technico-économique ayant pour principe de retenir la meilleure technologie disponible existante, doit être réalisée dans un délai de 6 mois et doit comprendre également un échéancier de réalisation dont le délai ne saurait excéder 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

À compter de cette date les concentrations des émissions canalisées ainsi que les flux annuels d'émissions diffuses fixées pour certaines activités par l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié devront être respectées. [...]"

+ Visites d'inspection 2021 et 2023 :

Cette prescription a fait l'objet d'un constat de non-conformité lors de l'inspection du 10 février

2023, et en conséquence, d'une astreinte administrative actée par arrêté préfectoral du 11 avril 2023.

Ce sujet avait également fait l'objet d'une non-conformité complémentaire lors de l'inspection du 12 mai 2021 :

"- FSMD 3 : l'exploitant n'a jamais réalisé ni transmis l'étude technico-économique concernant la meilleure technologie disponible en vue de réduire les émissions de COV."

Constats :

Un bilan de référence a effectivement été transmis par l'exploitant en date du 8 novembre 2025 (rapport n°AQUP240593-24-62-R1 réalisé par ANTEA GROUP). A noter que ce document est daté du 28 mai 2025 pour des analyses réalisées le 09 et 10 décembre 2024.

L'inspection instruit et prends connaissance en détail de ce document en date du 12/01/2026 ce bilan.

En synthèse ce rapport établit un bilan des émissions canalisées et diffuses des COV sur site à partir du suivi de 10 points de rejets répartis sur site :

- les rejets diffus sont récapitulés dans le tableau ci-après

N° du rejet	Source des émissions diffuses	Surface concernée
Point 1	Déchets verts frais non broyés	1100
Point 2	Déchets verts broyés	410
Point 3	Andains de pré-fermentation avec des sous-produits animaux (SPA)	110

Point 4	Andains de pré-fermentation avec des boues de station d'épuration	145
Point 5	Réception et stockage temporaire d'ordures ménagères	100
Point 6	Andains de compost en maturation	740
Point 7	Bassin tampon	250
Point 8	Bassin d'aération	300
Lagune	Hors périmètre de l'étude	Hors périmètre de l'étude

- Les rejets canalisés sont récapitulés ci-après :

- Le point n°9 concerne la tour de lavage en sortie des tunnels de fermentation des tas de compost. Or cet équipement étant à l'arrêt depuis novembre 2024, ce point de mesure est non pertinent.

- Le point n°10 concerne le rejet de l'atelier déchets dangereux. A noter que ce bâtiment est ouvert.

A ce stade il est constaté :

- que les principales sources d'émissions sont les rejets n°7 et 8, soit des rejets diffus. Les principales émanations concernent les substances suivantes :

- point de rejet n°7 : dichlorométhane (DCM) (407 mg/m³ et 1,8 kg/h) , hexane (187 mg/m³ et

0,845 kg/h). Dans une moindre mesure les substances suivantes sont détectées : plomb, decane, undecane, DMS (sulfure de diméthyl) et DMDS (disulfure de diméthyl) ;

- point de rejet n°8 : dichlorométhane (DCM) (83,9 mg/m³ et 0,452 kg/h) , hexane (67,5 mg/m³ et 0,364 kg/h). Dans une moindre mesure les substances suivantes sont détectées : plomb, DMS (sulfure de diméthyl) et DMDS (disulfure de diméthyl) ;

- des émanations de DCM, hexane et plomb au droit des tas de déchets verts broyés et non broyés (cf. fiche des constats suivantes) :

- point de rejet n°1 : dichlorométhane (DCM) (2,5 mg/m³ et 49,4 g/h) , hexane (5,5 mg/m³ et 109,8 g/h). Dans une moindre mesure la substance suivante est détectée : le plomb (0,0004 mg/m³) ;
- point de rejet n°2 : dichlorométhane (DCM) (6,1 mg/m³ et 45,3 g/h) , hexane (13,8 mg/m³ et 101,6 g/h). Dans une moindre mesure la substance suivante est détectée : le plomb (0,0005 mg/m³) ;

Ce document pointe donc la présence d'émanations de dichlorométhane et d'hexane dans des proportions **préoccupantes**. En l'état, il apparaît nécessaire de réaliser de manière immédiate les actions suivantes :

- l'identification de la source des substances susmentionnées (qui ne sont pas d'origine naturelle) ;
- cesser l'arrosage des andains avec l'eau de la lagune et des bassins tampons ainsi que toute activité de compostage sur site.

En tout état de cause, au regard de ces éléments, additionnés des compléments apportés par l'exploitant par téléphone en date du 13/01/2026, il est proposé à la signature de M. le Préfet un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgences imposant à l'exploitant les mesures suivantes :

1. L'arrêt immédiat de l'arrosage du compost avec les eaux issues des bassins de rétention du site tant qu'il n'aura pas été démontré la compatibilité de ces dernières avec une activité de compostage ;
2. L'interdiction de sortie du site des lots de compost présents sur site en date du 13/01/2026, qu'il soient normés ou non (déchet), à l'exception de l'envoi en filière d'élimination, ainsi que l'interdiction de commercialisation du compost, jusqu'à démonstration de l'absence de substance dangereuse par un organisme habilité à cet effet selon les modalités prévues l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Dans le cas contraire, l'exploitant envoie ces déchets en filière ultime autorisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place de manière immédiate l'ensemble des actions de nature à répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences.

Il tient régulièrement informée l'inspection de l'avancée des actions correctives mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 1 jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan des émissions de COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³. En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p>
<p>Constats :</p> <p>La somme de toutes les concentrations des COV de l'annexe III de l'AM du 02 février 1998 susvisé, de l'ensemble des sources COV diffuses et canalisées permet d'estimer le flux total à 2481 g/h.</p> <p>Les points 7 (bassin tampon) et 8 (bassin d'aération) du bilan COV (cf. point de contrôle précédent) présentent des flux de COV supérieurs à 100 g/h et des concentrations globales supérieures à 20 mg/m³.</p> <p>Pour rappel et ces éléments sont rappelés dans le précédent point de contrôle, les valeurs mesurées et les composés retrouvés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ <u>point n°7 :</u> <ul style="list-style-type: none"> ■ flux égal à 1834,7 g/h et concentration de 407,3 mg/Nm³ ; ■ les composants retrouvés sont le dichlorométhane (DCM) (407 mg/m³ et 1,8 kg/h), hexane (187 mg/m³ et 0,845 kg/h). Dans une moindre mesure les substances suivantes sont détectées : plomb, decane, undecane, DMS (sulfure de diméthyl) et DMDS (disulfure de diméthyl) ; ○ <u>point n°8 :</u> <ul style="list-style-type: none"> ■ flux égal à 456,3 g/h et concentration de 84,5 mg/Nm³ ; ■ les composants retrouvés sont dichlorométhane (83,9 mg/m³ et 0,452 kg/h) , hexane (67,5 mg/m³ et 0,364 kg/h). Dans une moindre mesure les substances suivantes sont détectées : plomb, DMS (sulfure de diméthyl) et DMDS (disulfure de diméthyl) ; <p>Il est également constaté des émanations de DCM, hexane et plomb au droit des tas de déchets verts broyés et non broyés (points de rejets n°1 et 2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>point n°1 :</u> dichlorométhane (DCM) (2,5 mg/m³ et 49,4 g/h) , hexane (5,5 mg/m³ et 109,8 g/h). Dans une moindre mesure la substance suivante est détectée : le plomb (0,0004 mg/m³) ;

- **point n°2 :** dichlorométhane (DCM) (6,1 mg/m³ et 45,3 g/h) , hexane (13,8 mg/m³ et 101,6 g/h). Dans une moindre mesure la substance suivante est détectée : le plomb (0,0005 mg/m³) ;

La détection de ces substances dans les rejets diffus issus des tas de déchets verts interrogent quant à la provenance des flux de déchet entrants. **Il convient ainsi :**

- d'analyser l'origine de ces déchets du point de vu géographique (exemple : "végétaux issu d'un défrichage d'un site pollué situé à xxxxx") et, le cas échéant, du point de vue de l'usage antérieur des matières végétales devenues déchets (exemple : végétaux issus d'un procédé de phyto-épuration) ;
- selon les résultats obtenus, d'adapter la procédure d'acceptation préalable des déchets verts.

L'exploitant :

- réalise sous 15 jours une recherche de la cause initiale de ces émissions. L'exploitant veillera notamment à expliquer les émanations en provenance des déchets verts en réalisant un bilan de la provenance géographique de ces déchets sur la période à laquelle les mesures d'émanations diffuses ont été réalisées (décembre 2024) ;
- le cas échéant, selon les résultats du bilan ci-dessus, adapte sa procédure d'acceptation préalable des déchets verts ;
- explique ou réfute par une contre expertise sous 2 mois les proportions issues du premier bilan de COV. Le cas échéant la contre expertise s'attachera à expliquer la méthodologie employée et le respect de la norme utilisée ; en fonction des résultats de cette seconde étude l'inspection se réserve le droit de faire appel à un tiers expert ;
- dépose sous 5 mois une étude technico-économique concernant la (les meilleure(s) technique(s) disponible(s) en vue de réduire les émissions de COV ;
- met en œuvre sous 12 mois les meilleures techniques disponibles en vue de réduire les émissions de COV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place de manière immédiate l'ensemble des actions de nature à répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences.

Il tient régulièrement informée l'inspection de l'avancée des actions correctives mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 5 mois